



NATIONS UNIES
GUINÉE



COVID-19
RIPOSTE

BULLETIN D'INFORMATION DES NATIONS UNIES

Premier Semestre 2022

*En Guinée,
la famille du
Système des
Nations Unies
capitalise sur
la qualité et
la diversité de
ses expertises,
offertes par ses
24 agences
résidentes et non
résidentes, pour
répondre, unis
dans l'action,
aux nombreux
défis de
développement
et de
consolidation de
la paix.*





NATIONS UNIES
GUINÉE



« Dans le contexte de la transition politique en cours en République de Guinée, de nombreux efforts sont à mettre à l'actif de l'équipe pays des Nations Unies, qui se manifestent par un élan de complémentarité et d'innovation. Elle est animée par une réelle volonté d'agir ensemble au plus près des populations vulnérables, avec efficacité et impact ».

Dr Vincent MARTIN, Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies en République de Guinée

Cher(e)s partenaires, lecteurs et lectrices;

J'éprouve un réel plaisir, en ma qualité de Coordonnateur Résident des Nations Unies, pour l'opportunité offerte par ce bulletin d'informations qui permet de partager avec vous certaines interventions phares de la famille onusienne en Guinée, durant les six derniers mois d'activités opérationnelles.

Dans le contexte de la transition politique en cours en République de Guinée, de nombreux efforts sont à mettre à l'actif de l'équipe pays des Nations Unies qui se manifeste par un élan de complémentarité et d'innovation. Elle est animée par la volonté d'agir ensemble au plus près des populations vulnérables avec efficacité et impact.

Les efforts de redynamisation et de coordination multisectionnelle entre les partenaires, avec plus d'interactions et de concertations structurées, permettent de mieux répondre, de manière concertée et coordonnée, aux attentes des autorités nationales et des populations locales pour :

- soutenir le processus de dialogue, avec l'implication de la communauté diplomatique à travers le Groupe des 5 ;
- poursuivre, avec les partenaires techniques et financiers de la santé, la lutte contre les crises sanitaires (pandémie à COVID-19, épidémies Ebola, Marburg) en consolidant les acquis de la

riposte et en soutenant le relèvement post-crise ;
- renforcer l'opérabilité de l'approche du triple nexus alliant « Humanitaire, Développement et Paix », sous l'impulsion du Comité Exécutif des PTFs (COMEX), dans le cadre de la décennie d'actions pour les Objectifs de Développement Durable, à l'horizon 2030.

Le bien-être des personnes, y compris le respect des droits humains, en faveur des personnes vulnérables, principalement les jeunes et les femmes, requiert une adaptation continue des outils et des approches d'interventions. C'est pourquoi, j'accorde un grand intérêt aux innovations et je suis favorable au processus de renouvellement de notre système de développement, en mettant en avant les sources de motivation pour un engagement collectif autour d'un objectif commun : utiliser tous les leviers permettant de localiser et atteindre les 232 indicateurs des 17 objectifs de développement durable.

Le laboratoire de leadership des ODD et les analyses prospectives que nous avons expérimentés sont à même de mettre l'équipe pays dans les meilleures conditions pour soutenir le gouvernement et mettre en œuvre la stratégie des Nations Unies d'appui à la transition en République de Guinée.

Bonne lecture !

DIPLOMATIE PREVENTIVE DE L'ONU POUR LA CONSOLIDATION DE LA PAIX EN PERIODE DE TRANSITION EN GUINEE

La prévention des conflits et la consolidation de la paix sont pour les Nations Unies, un engagement collectif renouvelé, et se rapporte à toutes les mesures visant à empêcher que la transition politique et tous les différends ne se transforment en conflits. C'est une démarche fondamentale qui s'appuie sur les trois piliers de l'Organisation des Nations Unies à savoir la paix et la sécurité, les droits humains et le développement inclusif.



C'est dans ce cadre que s'inscrit la mission à Conakry, capitale de la République de Guinée, de M. Abdel Fatau Musah, Directeur de la Division Afrique de l'Ouest, du Département des Affaires Politiques et de Consolidation de la Paix et des Opérations de Paix (DPPA/DPO) des Nations Unies, du 21 au 25 mars 2022.

L'émissaire de M. Antonio Guterres, Secrétaire Général de l'ONU, a ainsi, durant son séjour en Guinée, rencontré les différentes catégories d'acteurs influents du processus de la transition - une circonstance de défis pour les Guinéen(e)s, afin de trouver des solutions durables, démocratiques et inclusives, pour garantir la paix et la sécurité.

« Même si l'ONU n'a pas un protocole pour instruire à un pays comment gérer sa transition politique – les organisations sous régionales jouent ce rôle -, il faut qu'on accompagne les efforts en faveur de la cohésion sociale et du respect des droits de l'homme, et qu'on réponde aux attentes des populations vulnérables, notamment les femmes et les jeunes, dans l'esprit de la charte et de la réforme des Nations Unies ... » rappelle régulièrement M. Fatau, lors de ses différentes rencontres.

Il leur partage aussi les inquiétudes du Secrétaire Général pour le continent africain, notamment l'Afrique de l'Ouest, par rapport aux « trois fléaux en cours, à savoir les coups d'État, le terrorisme

et la COVID-19 ».

Les autorités nationales de la transition, les partenaires au développement, les acteurs politiques, les leaders religieux et la société civile partagent en commun un avis favorable pour le rôle que peut jouer l'ONU pour la réussite de la transition en cours, en soutenant le processus de dialogue politique et en appuyant l'organisation des élections transparentes, inclusives et apaisées.

Concertation avec les parties prenantes de la transition

Le Groupe des 5 (G-5), composé de la Délégation de l'Union Européenne, des USA, de la France, de la CEDEAO et des Nations



les crises sociales et mettre en place des institutions fortes et durables avec l'appui des Nations Unies".

Les leaders religieux – le grand imam Elhadj Mamadou Saliou Camara de la mosquée Fayçal de Conakry et l'archevêque de Conakry Mgr Vincent Koulibaly, qui co-président le Comité national des Assises

Unies, a salué et encouragé les missions de bons offices du Département des Affaires Politiques des Nations Unies, en invitant M. Fatau à accorder une attention particulière aux facteurs qui pourraient influencer la transition en Guinée, dont le processus de dialogue politique, la collaboration avec la CEDEAO et les conséquences de la guerre ukrainienne.

ont, quant à eux, exprimé leurs préoccupations dues au manque de confiance entre les parties prenantes de la transition, l'absence de communication et de pédagogie, la corruption endémique et les divisions politico-sociales, avant d'encourager les Nations Unies à poursuivre ses efforts pour soutenir le peuple de Guinée.

Les partis politiques rencontrés, dont l'UFDG, le RPG arc en ciel et l'UFR ont pu, en ce qui les concerne, partager leurs préoccupations pour la mise en place d'un cadre de dialogue inclusif, la définition d'un chronogramme acceptable et le respect des droits humains. Les bureaux politiques des partis politiques encouragent l'ONU à poursuivre son plaidoyer à tous les niveaux pour lutter contre toutes les formes de menaces à la paix durant la transition.

Le FNDC a aussi partagé avec l'émissaire de l'ONU toutes ses préoccupations qui contiennent la nécessité de connaître la liste des membres du CNRD, la concertation inclusive pour définir la durée de la transition, l'implication de la communauté internationale sous l'égide de la CEDEAO dans le cadre de dialogue politique, le respect de la liberté d'expression et de manifestations, les droits de

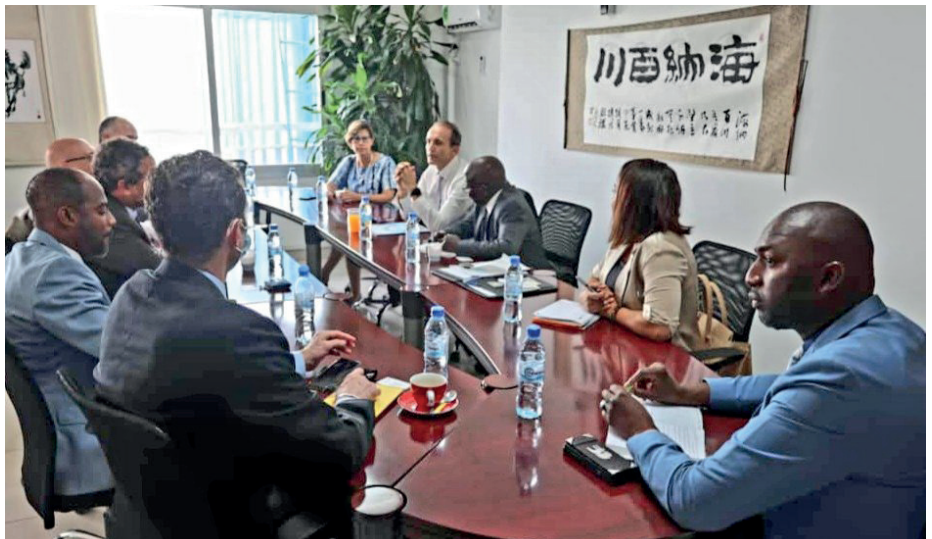
l'homme, etc.

Le premier Ministre, Chef du Gouvernement, M. Mohamed Béavogui, qui a reçu la délégation n'a pas manqué, quant à lui, de rappeler que « *le contexte de la transition nécessite des mesures particulières pour éviter à la Guinée de replonger dans les maux du passé* ». Il a présenté les efforts du Gouvernement pour mettre en place un cadre de dialogue participatif, le lancement des consultations nationales en faveur de la cohésion sociale, la mise en place d'un conseil national des assises, le respect de la justice, etc. Pour lui, la faiblesse, c'est la communication que son gouvernement s'investit à améliorer.

La consolidation de la paix, la gouvernance démocratique et l'État de droit, la lutte contre l'extrême pauvreté, tout comme l'autonomisation des femmes et le respect des droits humains sont des questions de stratégie ainsi que de justice pour l'ONU.

Grace à la diplomatie préventive, les grandes idées de l'ONU continueront d'être pratiquées, partout où le besoin se fait sentir. Elle repose sur la simple conviction qu'il faut considérer tout ce qui peut être fait pour prévenir les crises ou les conflits.

Dans cette dynamique, la délégation de M. Fatau a aussi rencontré le Conseil National de la Transition (CNT). En présence de ses conseillers, Dr Dansa Kourouma, Président du CNT a indiqué que tous les organes de cette institution ont été mis en place, et des consultations sont engagées avec les populations sur la conduite de la transition. Il a annoncé des « *réformes profondes pour rompre*





UN PROGRAMME INNOVANT BASE SUR L'APPROCHE DE SECURITE HUMAINE LANCE A LABE EN FAVEUR DES COMMUNAUTES DE 09 COLLECTIVITES LOCALES

La capitale de la Moyenne Guinée, Labé, a abrité le mercredi, 8 juin 2022, la cérémonie de lancement officiel du Programme d'appui à la domestication des Objectifs de Développement Durable (ODD) des Nations Unies. Ce programme repose sur le concept fort de sécurité humaine et profitera aux communautés locales ciblées qui font face à des menaces provenant de fronts multiples. C'est le principe de l'approche sécurité humaine.



D'ailleurs, le choix des 09 collectivités bénéficiaires de ce programme repose sur une analyse approfondie et un cadre de planification globale qui prend en compte tous les facteurs liés aux crises prolongées, les catastrophes naturelles, la pauvreté persistante, les épidémies et les récessions économiques, qui sont des épreuves à même de compromettre les perspectives de paix, de stabilité et de développement durable.

Le Ministre de l'Économie, des Finances et du Plan, Dr Lancine Condé, accompagné de plusieurs membres du Gouvernement, et le Coordonnateur Résident des Nations en République de Guinée, Dr Vincent Martin, entouré de représentants d'agences et Institutions des Nations Unies, ont tous les deux expliqué la portée stratégique de ce programme innovant. Il est axé sur la prévention, dans tous les secteurs, grâce à des solutions adaptées aux différents contextes et à des partenariats visant à aider les communautés à se libérer de la peur et du besoin et à lutter contre l'indignité.

Dr Condé a évoqué l'importance du concept de Sécurité Humaine « *qui place l'individu au centre de l'analyse, tout en considérant une large gamme de conditions menaçant la survie, les moyens d'existence ou la dignité, tout en identifiant le seuil au-dessous duquel la vie humaine est jugée menacée de façon intolérable.*

Ce programme répond aux aspirations du Gouvernement qui vise à doter les collectivités de moyens pour relever les défis locaux, par le dialogue et l'action collective, grâce à une meilleure appropriation locale des connaissances, des capacités et des traditions. « *Je voudrais aussi rassurer nos partenaires au développement que le Ministère de l'économie, des finances et du plan continuera à assurer sa responsabilité pour le renforcement des relations entre la République de Guinée et les Nations Unies.* » a-t-il indiqué.

Pour sa part, Dr Vincent Martin s'est d'abord réjoui du lancement de ce programme en Moyenne Guinée,



avant de « réitérer l'engagement du SNU à soutenir et accompagner sa mise en œuvre en faveur des populations des 09 localités ciblées ». Avec des termes pratiques, il a expliqué que « le concept de sécurité humaine repose sur des prérequis, à savoir la coordination à l'intégration, la promotion des partenariats, la prévention et la résilience, l'adaptation de l'action aux besoins locaux et le principe « ne laisser personne pour compte. Ce programme va aider à améliorer la résilience face aux changements climatiques, aux catastrophes naturelles et aux crises sanitaires, à s'attaquer aux causes profondes de la pauvreté et atteindre les Objectifs de Développement Durable ».

Dans la même lancée, le Chef de Cabinet de la Région qui a fait la lecture du message du Gouvernorat de Labé, au nom des représentants des collectivités locales et des communautés, a remercié les partenaires des Nations Unies et a soutenu que « ce programme va doter les 09 collectivités locales bénéficiaires, de moyens efficaces pour les aider à relever divers défis locaux, en renforçant

les capacités des communautés des municipalités bénéficiaires à être plus résilientes aux chocs de nature à générer des crises humanitaires et leurs conséquences socio-économiques ».

Le programme « Human Security » s'inscrit dans la continuité du Forum de Banjul, organisé par le Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour la sécurité humaine (UNTFHS) en octobre 2019.

Il est prévu pour une durée de 3 ans et est doté d'un budget d'environ trois (3) millions de dollars des États-Unis, dont un (1) million disponible. Il est mis en œuvre conjointement par le PNUD, l'UNICEF, le PAM et l'OIM, avec l'appui du Bureau de la Coordination des Nations Unies et le leadership du Ministère de l'Économie, des Finances et du Plan.





L'ADDUCTION D'EAU A KPAGALAYE MET FIN A LA CORVEE DES FEMMES POUR ACCEDER A L'EAU

Pour s'approvisionner en eau pour ses travaux ménagers, Marie Kolié, 21 ans et mère de 3 enfants, doit s'armer de courage pour parcourir de longues distances avant d'arriver à la fontaine. Même pendant sa grossesse, elle a effectué cette tâche « nous partions puiser de l'eau à la fontaine qui est située très loin d'ici. Ça me fatiguait surtout lorsque j'étais enceinte », se souvient-elle.



Cette eau n'étant pas de bonne qualité a entraîné des maladies chez les enfants, « Par jour, on pouvait recevoir 10 enfants souffrant de diarrhée et d'autres maladies liées à la mauvaise qualité de l'eau. Les femmes d'ici puisaient également l'eau au puits qui tarissait pendant la saison sèche », témoigne Jean Gadet Lolamou, chef du poste de santé.

En février 2021, l'épidémie de la maladie à virus Ébola s'est déclarée à Gouécké et quelques jours plus tard, un cas a été notifié à Kpagalaye. Pour faire face à cette épidémie, l'UNICEF a construit une adduction d'eau alimentée avec un système solaire dans la cour du poste de santé, grâce au fonds Central d'Intervention pour les Urgences Humanitaires (CERF). Cette infrastructure dessert les différents services du poste de santé en eau

courante ainsi que la communauté.

Avec cette adduction, Marie peut s'approvisionner en eau pour la cuisine, la lessive et surtout pour subvenir au besoin de ses enfants « depuis que l'UNICEF a construit ce forage, nous nous approvisionnons facilement en eau de qualité et à l'heure voulue, nos enfants tombent de moins en moins malade », reconnaît-elle.

Au niveau du centre de santé, l'hygiène est dorénavant renforcée, « le travail est devenu plus facile, car avant, quand nous recevions une femme enceinte pour l'accouchement, c'était très difficile pour nous d'avoir de l'eau en quantité », explique le chef du poste de santé.



AU CŒUR DU TRIBUNAL POUR ENFANT DE NZEREKORE: A LA RENCONTRE DU JUGE KABINET DJENE KEITA

Monsieur Kabinet Djènè Keita est juge pour enfants au Tribunal de première instance de N'zérékoré depuis 2018. Il côtoie au quotidien les enfants en conflit avec la loi, les enfants en danger ou en situation difficile.



« Mon travail consiste à instruire tous les dossiers judiciaires relatifs aux mineurs et réduire le nombre d'enfants en détention préventive à la Maison Centrale de N'zérékoré. Cela n'a pas toujours été facile pour le Tribunal pour enfant de Nzérékoré car il n'existait aucune salle d'audience, ni de salle d'écoute réservées aux enfants. Nous devons attendre plusieurs semaines avant d'instruire un dossier. Cette situation portait fortement préjudice aux enfants », explique-t-il.

Le temps légal de détention pour les délits mineurs est de 3 mois et 6 mois pour les cas de criminalité, mais les enfants en conflit avec la loi étaient obligés de rester parfois plus d'une année en prison faute d'instruction de leurs dossiers. Le Tribunal pour enfants travaille en étroite collaboration avec les services de protection des enfants et des jeunes, à savoir l'Inspection Régionale de l'Action Sociale, de l'Enfance, des Droits et Autonomisation des femmes de N'zérékoré.

Une salle d'audience pour mineurs a été réhabilitée au Tribunal de première instance de N'zérékoré en juillet 2021 grâce à l'UNICEF et au soutien de l'Union Européenne et l'UKAID à travers le projet « Appui au renforcement de la chaîne pénale ».

« Depuis cette réhabilitation, je rends en moyenne 17 jugements par mois, qui établissent les torts, les sanctions, les réparations et parfois les acquittements des mineurs », précise le juge pour enfants. Avant cette réhabilitation, seules deux audiences étaient organisées par mois. Une salle d'écoute a également été réhabilitée à la Maison Centrale de N'zérékoré. Des kits pour faire face à la COVID-19, composés de savons, seaux et serviettes ainsi que des nattes, ont été distribués aux jeunes pensionnaires de cette prison.

« Ce partenariat avec l'UNICEF a apporté un changement positif dans notre système de travail et a redonné de l'espoir aux mineurs dont les dossiers sont traités avec plus de célérité. C'est une grande avancée », précise monsieur Kabinet Djènè Keita.

Les mineurs qui étaient condamnés avec sursis et ceux qui ont fait preuve de bonne conduite durant leur peine ont même été relaxés. C'est le cas de Germaine, qui devait purger une peine de 5 ans de prison. Elle est sortie au bout de 4 ans et demi, grâce à l'intervention de l'Action Sociale et du Tribunal pour enfant.

JOURNÉE D'ÉCHANGE, DE PARTAGE D'EXPERIENCES ENTRE LES ASSOCIATIONS DE PVVIH DE LA GUINÉE ET DU BURKINA FASO (REGIPIV-BF)



Le 2 juin 2022, une journée d'échanges et de partage d'expérience a eu lieu entre les associations de PVVIH de la République de Guinée et celles de la République du Mali.

Avec l'appui technique et financier de l'ONUSIDA, cette journée a permis aux deux structures identitaires et incontournables de la lutte contre le VIH, de discuter des enjeux de la réponse

en Guinée et dans la sous-région.

Les discussions se sont essentiellement focalisées sur leur implication effective dans les approches différenciées notamment le dépistage du VIH, la dispensation des ARV au sein des Points de distribution communautaire (PODI), la recherche des perdus de vue, la mobilisation communautaire et le droit à la santé respect de

droits en faveur des PVVIH. A la suite, plusieurs défis ont été relevés dont, entre autres, la capitalisation des acquis et la mobilisation des ressources.

Des approches de solutions ont été évoquées pour pallier cet état de fait. Cette journée a été mise à profit pour mettre en place un partenariat d'échange et d'appui entre les deux associations de PVVIH.



LE SYSTEME DES NATIONS UNIES EN GUINEE MOBILISE POUR SECURISER LA ZONE DU BEC DU PERROQUET

La zone du Bec de Perroquet se trouve à la jonction des frontières de la Guinée, du Liberia et de la Sierra Leone. Depuis 20 ans, la circulation des personnes et des biens a considérablement augmenté dans la région, la rendant particulièrement sensible aux activités criminelles, dont la traite d'êtres humains et le trafic de migrants.



Pour relever ces défis sécuritaire, humanitaire et de développement, le programme financé par le Fonds pluri-partenaires pour les migrations (MMPTF) repose sur trois axes de renforcement :

Le renforcement des capacités (I), de la confiance entre les communautés (II), et de la cohésion sociale (III)

Depuis le lancement de ce programme, de nombreuses activités ont été menées dans les trois pays.

- o Des formations à l'identification et gestion des cas de violences basées sur le genre, à l'identification et référencement des victimes de traite mais aussi à la santé mentale ont été organisées. Au Liberia et en Guinée, une cartographie des ressources existantes dans le domaine de la santé mentale et du soutien psychosocial a été réalisée.

- o Afin de renforcer la surveillance épidémiologique transfrontalière, un plan d'action commun pour la gestion des points d'entrée a été élaboré par 178 agents de santé des trois pays, un Centre d'Opérations d'Urgence de Santé Publique a été ouvert et 50 agents communautaires ont été déployés aux frontières.

- o Une cartographie des risques de mobilité et

de santé publique a également été réalisée pour prévenir, détecter et limiter l'impact d'événements sanitaires dans les pays frontaliers.

- o Pour faciliter l'accès à des zones difficiles d'accès, deux drones ont été livrés au ministère guinéen de la Défense nationale et 15 télépilotes ont été formés à leur utilisation.

- o A la frontière avec la Sierra Leone, un bureau d'information commerciale a été mis en place afin d'aider les commerçants à se conformer aux exigences transfrontalières et des coopératives de crédit communautaires transfrontalières ont été créées à Nongoa et Koundou.

Pour favoriser la cohésion sociale, des émissions radio interactives sur la préservation des acquis de la paix et de la cohésion sociale ont été produites en partenariat avec la radio rurale de Guéckédou.

- o Des unités conjointes de sécurité ont été formées à la sécurité frontalière, à la paix et cohésion sociale et des comités villageois de surveillance ont été mis en place pour faciliter les communications inter et intracommunautaires.

Le programme, prévu pour une durée de 30 mois, devrait permettre aux populations frontalières d'assurer le développement de la région dans un climat de confiance et de sécurité.

ATELIER SUR LE SYSTÈME D'INFORMATION DU MARCHÉ ET DE VALIDATION DU PLAN STRATEGIQUE DE DEVELOPPEMENT DE L'OBSERVATOIRE NATIONAL DE LA JEUNESSE

Placé sous la tutelle du Ministère de la Fonction publique et celui de la Jeunesse et des Sports, cet atelier vise à associer un grand nombre d'acteurs à la réflexion aux fins d'examen, d'amendement et de validation du plan stratégique de développement de l'Observatoire National de la jeunesse et des Sports et une réflexion commune pour le développement du système d'information du marché de travail (SIMT) en Guinée.



Vers une solution pour coordonner les études statistiques et améliorer le système d'information du marché de travail

Partenaire à la mise en œuvre de ce projet, PNUD Guinée et ses partenaires (Banque Africaine de Développement, Bureau International du Travail), s'activent aux côtés de l'État guinéen pour doter la Guinée, d'une Politique Nationale de l'Emploi, d'une Stratégie Nationale de l'Emploi des Jeunes et d'un système d'information sur le marché de travail.

Avec le soutien financier de la Banque Africaine de Développement, l'atelier a réuni des experts issus de différentes structures publiques évoluant dans le cadre du SIMT et des partenaires d'appui dont le Bureau International du travail (BIT) représenté par Monsieur Yacouba Diallo statisticien principal expert SIMT, le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD Guinée) à travers madame Naima Pages, Team leader Cluster Transformation Économique et Développement du Capital Naturel (TEDD) et monsieur Moussa Dioubaté, Expert de l'Emploi des Jeunes.

Tenus du 30 juin au 1er juillet 2022 dans un espace hôtelier de Conakry, les travaux de cet atelier stratégique ont été clôturés par le Ministre de la Jeunesse et des Sports, M. Lansana Bea Diallo. Dans son discours de circonstance, le ministre a rappelé les bienfondés de ces travaux, avant de rappeler son importance.

Rappelant le contexte guinéen en matière de données statistiques sur les jeunes, le ministre a signalé l'inexistence d'une coordination dans les études sur les jeunes. « *Le peu d'informations statistiques disponibles sur eux sont collectées à différents niveaux, par plusieurs structures et institutions publiques et privées, en l'absence de toute coordination et de toute collaboration* » déplore le Ministre de la Jeunesse.

« *Le PNUD accompagne le gouvernement dans la mise en place de ce projet avec l'ensemble des structures qui sont à la fois responsables de la production des données et de l'analyse de ces données pour bien orienter les décideurs politiques, les acteurs de la société civile et le secteur privé qui œuvrent pour la jeunesse en Guinée* » précise madame Naima Pages, représentante de M. Luc Joël Grégoire, Représentant Résident du PNUD Guinée.

Au sortir des séances, le représentant du BIT et le facilitateur de l'atelier, M. Yakouba Diallo, s'est dit « satisfait » de la collaboration de toutes les parties prenantes à cet atelier. « *Je pars très satisfait des contributions de toutes les structures qui sont représentées. Ce fut un réel plaisir d'échanger et d'apprendre certaines réalités et de voir comment nous allons continuer la collaboration* » s'est réjoui le statisticien principal du BIT.

Alimentées des épreuves de réflexions approfondies sur l'écosystème de l'emploi en Afrique en général et la Guinée en particulier, ces séances ont abouti à l'idée de la mise en place d'un comité de réflexion sur le projet de renforcement de système d'information du marché de travail et l'approbation des objectifs et activités proposées dans le plan stratégique du développement de l'Observatoire Nationale de la Jeunesse et des Sports (2021 – 2025).



FORUM DES MEDIAS SUR LA MIGRATION : 37 JOURNALISTES ET ACTEURS DE LA SOCIETE CIVILE REFLECHISSENT SUR L'AMELIORATION DE L'INFORMATION MIGRATOIRE

Les 07 et 08 juin 2022, l'UNESCO a organisé des journées de réflexion sur le traitement de l'information migratoire. La rencontre s'est tenue en prélude à la Conférence régionale sur l'information et la mobilité humaine en Afrique de l'Ouest et du Centre, prévue en juillet 2022 à Niamey au Niger. Cette activité s'inscrit dans le cadre du projet : « *Autonomiser des jeunes en Afrique et lutter contre la migration irrégulière à travers les médias* ».

En collaboration avec la Maison de la presse de Guinée, 37 journalistes et acteurs de la société civile et des migrants retournés, ont échangé sur « comment améliorer la couverture médiatique des questions migratoires ». Ces deux jours ont été l'occasion de présenter l'étude réalisée par l'UNESCO et Ridgeway Limited, sur le traitement de l'information sur les migrations en Guinée.

"Ce Forum a été une occasion entre autres de présenter le cas d'études sur le traitement de l'information sur les migrations en Guinée, réalisé par l'UNESCO et Ridgeway Limited ; de mobiliser les experts et professionnels des médias et de la migration pour engager la réflexion et dégager les moyens de développer des narratifs diversifiés, sans stéréotype, et contextuellement pertinents sur la mobilité humaine en Afrique de l'Ouest et du Centre ; de partager des expériences et bonnes pratiques en matière de traitement de l'information sur la migration à l'attention des jeunes et des femmes ; d'échanger sur les implications de divers canaux de communication dans la prolifération de la désinformation sur la migration, ainsi que des moyens pour la contrer", a

expliqué le Chef d'antenne de l'UNESCO en Guinée, Mamadou Djan Diallo.

Le représentant de la Ministre de l'information et de la communication à l'ouverture officielle de ce forum des médias a expliqué que la problématique de la migration irrégulière se pose depuis des années et engendre de nombreuses pertes en vies humaines. *"Plusieurs canaux de communication existent, mais on a fait face au canal de communication le plus important, à savoir les médias. C'est le canal de communication le plus important pour sensibiliser cette jeunesse, qui chaque jour, est sur le chemin de la Méditerranée pensant que l'Eldorado se trouve de l'autre côté"*, a expliqué le conseiller en charge des réformes et du développement des médias et de la publicité au Ministère de l'information et de la communication.

Plusieurs acteurs qui évoluent dans la lutte contre la migration irrégulière ont pris part à ce forum. Parmi eux, des journalistes, des représentants d'associations de médias, des représentants des associations de jeunesse et de migrants.





Au terme du Forum, les participants ont formulé des recommandations à l'endroit des organisateurs pour une meilleure amélioration de la couverture médiatique sur des questions migratoires. Ces recommandations seront présentées et débattues à la Conférence régionale sur l'information et les migrations en Afrique de l'Ouest et du Centre, prévues à Niamey en juillet prochain.

Pour l'amélioration de la couverture médiatique des questions migratoires, les participants recommandent notamment :

- L'Appui technique et le renforcement des capacités des journalistes
- La mise en place d'un Réseau de journalistes spécialisés sur les questions migratoires
- La création et la diffusion des spots audiovisuels de sensibilisation sur les dangers liés à la migration irrégulière
- Encourager les migrants retournés, à témoigner dans les médias ;
- Garantir la sécurité des journalistes qui traitent des questions migratoires
- Améliorer le contenu des programmes des médias (création des magazines dédiés à la migration)
- Création de médias thématiques
- Organiser des séances de formation sur les fakenews

- Informer sur les modèles de réussite (Jeunes entrepreneurs qui ont réussi sur place pour décourager de potentiels candidats)
- Faciliter l'accès aux sources d'informations
- Faire bénéficier des voyages d'études pour des échanges d'expérience entre les journalistes guinéens et d'ailleurs,
- Faciliter le séjour des journalistes d'investigation guinéens, dans les pays d'accueil des migrants irréguliers (Italie, Espagne, France...), pour produire des contenus qui montrent la situation des sans abri et des migrants irréguliers.

Le projet "Autonomiser des jeunes en Afrique et lutter contre la migration irrégulière à travers les médias", d'une durée de trois ans (2019-2021), profite à huit pays d'Afrique occidentale et centrale qui sont : le Cameroun, la Côte d'Ivoire, le Ghana, la Guinée-Conakry, le Mali, le Niger, le Nigéria et le Sénégal. Il a été approuvé par le Ministère italien des Affaires étrangères et de la Coopération Internationale (MAECI) et par son comité spécial (« Comitato Congiunto per la Cooperazione allo Sviluppo »), dans le cadre du « Fondo Africa ». L'Agence italienne pour la Coopération au développement (AICS) en assure les suivis financiers et opérationnels.

L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE EN GUINÉE

L'UNESCO, à travers ses bureaux régionaux d'Abuja et de Dakar et du bureau pour l'Afrique de son Institut International de Planification de l'Éducation (IIPÉ), appuie l'élaboration de la Stratégie de développement de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle.

Cette stratégie est un document cadre de développement de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle en République de Guinée. Elle vise « une formation professionnelle de qualité, partout et pour tous tout au long de la vie, au service du développement socio-économique ».

Sa principale finalité est la mise en place d'un système de formation professionnelle attractif et intégré, efficace et efficient, en phase avec les évolutions économiques et technologiques de l'économie guinéenne et celle de la sous-région, débouchant sur des emplois décents et impliquant toutes les parties prenantes.

De façon spécifique, il s'agit de :

- Rendre le système de l'ETFP réactif, flexible et accessible tout au long de la vie, et en adéquation avec les besoins en compétences de l'économie nationale ;

- Inverser les tendances des flux des apprenants dans le système d'éducation et de la formation en vue de corriger le renversement de la pyramide professionnelle ;
- Instaurer une gouvernance partenariale à tous les niveaux du dispositif de l'ETFP et favoriser une autonomie de gestion des établissements de formation.

Pour la société guinéenne, les enjeux et défis sont :

- Un accès équitable à l'ETFP : garantir à chaque Guinéen un accès équitable, géographiquement et financièrement, quelque soit son lieu de résidence et ses besoins spécifiques ;
- L'acquisition de compétences transversales pour une meilleure employabilité;
- L'insertion socio-professionnelle : soit en trouvant un emploi décent, soit en optant pour l'auto-emploi et l'entrepreneuriat ;
- Le développement d'une offre de formation par la demande pour mieux répondre aux besoins qualitatifs et quantitatifs des secteurs économiques du pays.

Dans le même sillage des réformes, l'UNESCO envisage également d'appuyer, le ministère de l'Enseignement Technique, dans l'élaboration d'un projet de Loi d'Orientation de l'ETFP pour encadrer ces différentes réformes envisagées.

LA GUINÉE INTRODUIT LE « MOTION TRACKER » DANS LE SUIVI DES ENGAGEMENTS EN MATIÈRE DE PLANIFICATION FAMILIALE

Fin avril 2022, les cadres de la Direction Nationale de la Santé Familiale et de la Nutrition ont organisé un atelier visant à décliner en activités concrètes, les nouveaux engagements de la Guinée en matière de planification familiale. Durant 3 jours, une trentaine de participants a développé le processus qui rendra les engagements opérationnels et mesurables. Cette activité, réalisée dans le cadre du partenariat de Ouagadougou et du FP2030 va permettre à la Guinée, d'introduire l'outil Motion Tracker dans le système de suivi des engagements afin de faire de la planification familiale un service accessible à tous sans aucune barrière.



« *Nous voulons un suivi inclusif et participatif des engagements de la Guinée en matière de planification familiale* » a indiqué le Docteur Diény Fadima Kaba, Directrice Nationale de la Santé Familiale et de la Nutrition à l'entame des travaux. En effet, cette rencontre qui a réuni les cadres de plusieurs départements ministériels impliqués dans la promotion de la planification familiale ainsi que la société civile et les partenaires techniques et financiers, a permis de décliner en activités les engagements de la Guinée avec des indicateurs clés. Les participants ont été orientés par un pool de facilitateurs en présentiel et en ligne sur l'utilisation de l'outil Motion Tracker.

« *Le Motion Tracker est un moyen efficace pour rendre la mise en œuvre de nos engagements en activités concrètes* » a indiqué le docteur Ndiouga Diallo, PF/RHCS Technical specialist au bureau Guinée du Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA). Le Motion Tracker demeure un cadre dynamique, personnalisé, destiné à renforcer la redevabilité et à mener des actions en rendant les engagements visibles et en soulignant les progrès réalisés tout en encourageant l'implication et l'appropriation des partenaires afin de lever collectivement et rapidement les barrières à la réalisation des engagements.

La Guinée a pris des engagements en faveur de l'amélioration des services de planification familiale. Au nombre de 5, ces engagements doivent permettre aux populations de jouir d'un accès universel aux services de planification familiale d'ici 2030. Un objectif ambitieux dans un contexte où la planification familiale est encore freinée par divers facteurs.

En effet, le taux de prévalence contraceptive de la Guinée s'élève à 11% selon le dernier EDS de 2018. Ce taux reste l'un des plus faibles de la sous-région malgré les progrès réalisés ces dix dernières années. Ce taux connaît des disparités selon les localités et mêmes les cibles. Pour améliorer les indicateurs en matière de planification familiale, la Guinée a pris ces engagements clés dont la finalité est d'avoir : « *d'ici 2030, une Guinée où toute la population, y compris les adolescents et les jeunes, soit en bonne santé et jouit d'un bien-être socio-économique à travers un accès universel à des services de planification familiale abordables et de qualité* ».

L'atelier de Coyah a été aussi l'occasion pour les partenaires engagés dans la promotion de la planification familiale de finaliser la feuille de route de la Guinée, relative à l'autonomie financière du pays en matière de planification familiale. Une feuille de route qui va diriger durant l'année 2022, le processus de mobilisation des ressources domestiques en faveur de la planification familiale.



LANCEMENT DU PROJET D'AUTONOMISATION DES FEMMES ET DIVIDENDE DEMOGRAPHIQUE AU SAHEL (SWEDD-2) A LABE

C'est la ville de Labé, à un peu plus de 400 kilomètres de la capitale guinéenne que le projet SWEDD a été lancé le 20 mai 2022. Après un peu plus de 3 ans de préparation, le top départ pour les activités de terrain a été donné durant ce lancement en présence des bénéficiaires, des partenaires financiers et techniques, ainsi que des membres du gouvernement, conduits par le Premier Ministre, Mohamed BÉAVOGUI.



Le projet d'autonomisation des femmes et Dividende démographique au sahel est une initiative de neuf pays que la Guinée et le Cameroun viennent d'intégrer. Rappelant les objectifs du projet, le Ministre de l'Economie, des Finances et du Plan a indiqué que projet sera bâti sur trois composantes à savoir « *l'autonomisation des femmes et filles, le renforcement des capacités nationales pour la mise à disposition des produits de santé reproductive, et l'élaboration des politiques liées au dividende démographique* ». Le docteur Lancinet Condé, s'est engagé à « *ne ménager aucun effort pour l'atteinte des résultats escomptés, en vue de l'amélioration des conditions de vie des populations guinéennes en général, et celle des femmes et filles en particulier* ».

Ce projet est financé par la Banque Mondiale avec l'appui technique du Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA) et l'Organisation Ouest Africaine de Santé (OOAS). Il est exécuté dans 3 régions à savoir Labé, Faranah et Kankan en faveur de 153 communes.

Un peu plus de 300 invités parmi lesquels, 200 jeunes filles et femmes, bénéficiaires directes du projet en provenance des régions de Kankan et de Faranah, ont pris part au lancement du projet couplé. Dans cette perspective de faire des populations, des actrices de leur propre changement, Nestor Koffi, Représentant Résident de la Banque Mondiale en

Guinée, a indiqué que « *l'Afrique doit considérer la question démographique pas comme une fatalité mais comme un atout* ». Saluant le leadership des autorités et le travail abattu par l'Unité de Gestion du projet SWEED, Monsieur le Représentant de la Banque Mondiale a réaffirmé l'engagement de son institution à apporter son soutien pour réussir le pari de l'autonomisation des femmes et filles des zones du projet.

L'engagement à soutenir la Guinée dans cette initiative a été réaffirmé aussi par le Docteur Olga Sankara, Représentante par intérim de l'UNFPA en Guinée, au nom de Mme la Directrice Régionale de l'UNFPA, Argentina Matavel PICCINI. « *UNFPA est prêt à accompagner la Guinée dans la voie qu'elle a choisie de réussir la réduction des inégalités et des vulnérabilités pour la transformation de la vie des femmes, des jeunes filles et des communautés des régions de Labé, de Faranah et de Kankan qui constituent 37% de la population guinéenne* ».

UNFPA, partenaire traditionnel, pour l'assistance technique du projet SWEDD dans l'ensemble des pays bénéficiaire dont la Guinée, s'aligne dans la vision du gouvernement à donner aux femmes et aux filles, les opportunités nécessaires à leur autonomisation.

Pour le Premier Ministre, Mohamed Béavogui, « *le projet SWEDD est une expression de l'engagement des États Africains à investir dans le capital humain de leur pays et dans des partenariats stratégiques qui renforceront l'autonomie des filles et des femmes, comme facteurs essentiels pour la croissance et le développement* ». Il a souligné l'importance que représente le SWEDD pour le Gouvernement qui place les femmes au cœur de ses préoccupations, rappelant qu'il avait, avant de venir à Labé, signé des chèques en faveur des Groupements de femmes pour matérialiser des engagements pris par le Chef de l'Etat. Mohamed Béavogui, a invité l'ensemble des partenaires et acteurs en charge de ce projet « *à rester mobilisés pour assurer le succès du projet* ».

AMELIORATION DU CADRE DE VIE DES ACTEURS COMMUNAUTAIRES A L'ECOLE DE LA PLANIFICATION PARTICIPATIVE

Les Projets pilotes d'amélioration du cadre de vie des populations dans le Grand Conakry s'inscrivent dans le cadre du Projet SANITA Villes Durables initié par le Gouvernement guinéen sur financement de l'Union européenne et exécuté par ONU-Habitat en collaboration avec la Direction nationale de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme (DATU).

Récemment, pour permettre aux parties prenantes de s'approprier les fondamentaux de la planification participative communautaire, le Programme des Nations Unies pour les Etablissements Humains en collaboration avec la Direction nationale de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme (DATU), avec l'appui de l'Institut Supérieur d'Architecture et d'Urbanisme (ISAU) et du Réseau Convergence des Jeunes Leaders pour la Paix et le Développement (COJEPAD), a organisé une série de séances de renforcement de capacités.

Pour ce faire, il a été procédé à l'identification et la mobilisation des partenaires communautaires dans les 9 quartiers devant bénéficier des Projets pilotes dans le Grand Conakry.

Ainsi, après plusieurs rencontres d'informations dans les quartiers cibles, des cadres de concertation impliquant différentes composantes communautaires ont été mis en place pour servir de Conseils communautaires d'aménagement urbain (CCAU) et de Comité exécutif d'aménagement des quartiers (CEAQ). Dans les 9 neuf quartiers ciblés, il a été mobilisé 271 personnes issues des organisations communautaires.

Après cette phase de mobilisation, un Atelier sur les techniques de collecte des données

socioéconomiques et les équipements a eu lieu le 25 avril à l'ISAU en faveur de 36 étudiants en Architecture et Urbanisme et 9 encadreurs.

Ainsi, les exercices initiés ont essentiellement été des simulations sur l'identification participative des problèmes d'urbanisation des quartiers, leurs causes, leurs conséquences et les solutions d'amélioration à envisager. Contente d'avoir participé à ces simulations, Ismatou Baldé étudiante en Urbanisme a dit : « j'ai appris beaucoup de choses novatrices comme l'utilisation des outils Kobo ToolBox et GPS [outils de collecte et de géolocalisation]. Cet apport nous permet d'être davantage performantes dans un monde de plus en plus numérique »

Puis suivra une série de formations sur le processus de planification participative des quartiers en direction des acteurs communautaires dans les quartiers bénéficiaires des Projets pilotes d'amélioration du cadre de vie. Cette seconde phase a touché 374 personnes dont 111 femmes. A noter que la série de formations ainsi décrites ont également été marquées par des visites de terrain à l'intérieur des quartiers. Cette démarche visait la reconnaissance du terrain pour permettre à chaque équipe d'enquêteurs et d'encadreurs de se faire une idée des limites physiques et des réalités des quartiers avant leur déploiement dans leurs zones d'affectation.



L'enquête planifiée visait la collecte des données socioéconomiques et des équipements publics pour pouvoir apprécier le cadre de vie dans les quartiers cibles. Elle a touché 390 ménages, toutes catégories socioprofessionnelles, secteurs public, privé et informel.

Au final, les données collectées devront servir à dresser l'état des lieux des quartiers en matière d'infrastructures socioéconomiques et d'équipements.

Pour mener à bien lesdites enquêtes, une équipe de superviseurs a été mise en place et constituée de quatre (4) cadres de la Cellule du Système d'Informations Géographiques (SIG) basée à la DATU et de 9 enseignants de l'ISAU.



COMITE DE PILOTAGE DE CLOTURE DU « PROJET D'APPUI A LA GESTION DES RISQUES LIES A LA DEGRADATION ENVIRONNEMENTALE DANS LES ZONES A RISQUE DE RADICALISATION ET DE CONFLITS POTENTIELS » EN GUINEE

Le vendredi 17 juin 2022, le Ministère de l'Environnement et du Développement Durable avec l'appui du Système des Nations Unies à travers l'ONUDI, a organisé le Comité de Pilotage (COPI) de clôture du Projet d'appui à la gestion des risques liés à la dégradation environnementale, dans les zones à risque de radicalisation et de conflits potentiels. Cette dernière session du COPI a été présidée par M. Cyril Aboly Conseiller Juridique du Ministère de l'Environnement du Développement Durable, au nom de Madame la Ministre de l'Environnement.



Démarré en 2019, sous financement du Fond de Consolidation de la Paix des Nations Unies (PBF), à hauteur de 1,5 millions de dollars US, le projet a été mis en œuvre conjointement par l'ONUDI, la FAO et le PNUD, en étroite collaboration avec des ONG nationales.

Les objectifs de ce projet catalytique étaient de sensibiliser les jeunes et les femmes des communautés locales et les organisations de la société civile à s'approprier des approches novatrices pour adresser les causes profondes des conflits liés à la dégradation environnementale et la radicalisation. Durant son exécution, des approches innovantes alliant prévention de la dégradation environnementale, création d'emploi pour les jeunes, et prévention des conflits dans les préfectures de Boké, Kindia, Siguiri et Beyla ont été réalisées. Le projet a ainsi enregistré de nombreux résultats sur le terrain et impacté directement les 60 districts couverts par l'intervention : 850 personnes formées aux techniques vertes dont 500 jeunes femmes et hommes à risque de radicalisation et 150 membres des communautés, 260 bénéficiaires ont une activité génératrice de revenus, 15 modèles d'AGRs et HIMO développés et

vulgarisés dans 20 communes de Boké, Kindia, Siguiri et Beyla ; 20 cadres communaux de concertation (CCC) ont été mis en place, création de 650 emplois verts, formation de 180 élus locaux et des services décentralisés et déconcentrés sur la planification sensible aux conflits, sensibilisation et formation de plus de 20.000 personnes aux méthodes et pratiques vertes, etc.

A l'occasion, le Représentant Pays de l'ONUDI, M. Ansoumane BERETE, a rappelé les motivations qui ont conduit à ce projet parti d'une analyse des conflits et des risques de radicalisation.

Les travaux du COPI se sont conclus sur une note de satisfaction quant à la performance, l'efficacité et l'impact du projet, qui devraient inspirer des initiatives plus larges dans d'autres localités du pays. Le Coordinateur National du Secrétariat du Fond de Consolidation de la Paix des Nations Unies en Guinée, M. Ibrahima Barry, s'est dit confiant au vu des résultats atteints et a exhorté les acteurs à mettre en œuvre les leviers nécessaires à une pérennisation et à la duplication des acquis et bonnes pratiques mis en lumière par le Projet.



La Guinée vers une nouvelle politique de développement industriel inclusif et durable avec l'assistance de l'ONUDI

Dans le but d'accélérer la diversification économique et la transformation structurelle de son tissu industriel, le gouvernement guinéen à travers le Ministère du Commerce, de l'Industrie et des PME, s'est engagé dans une réforme substantielle de son cadre de politique et stratégies d'industrialisation.

Cette initiative qui inscrit dans l'engagement de la Guinée à réaliser les objectifs de développement durable en opérant une transformation structurelle de son économie, est accompagnée par l'ONUDI depuis plusieurs mois dans un processus centré sur le leadership national et le renforcement des capacités des analystes et cadres des départements ministériels et du secteur privé pour l'appropriation

de l'écriture de la politique industrielle.

Dans son allocution, M. Ansoumane BERETE, Représentant Pays de l'ONUDI a rappelé l'importance singulière de la formulation d'une politique pour l'avenir industrielle de la Guinée et le développement socioéconomique du pays. Il a réitéré «*la volonté de l'ONUDI à se tenir aux côtés de la Guinée dans la réalisation de cet agenda, en mettant à contribution l'expertise technique de l'Institution et des innovations inspirées des enseignements tirés de nombreuses politiques industrielles mises en place à travers le monde*».

A noter qu'à l'issu de cet atelier de formulation, un draft de lettre de politique industrielle est attendu et ouvrira sur une série de consultations et la validation espérée de la politique dans le troisième trimestre 2022.



Plusieurs étapes clés ont été franchies durant le premier semestre 2021

1. L'élaboration avec l'assistance de l'ONUDI d'une étude diagnostique industrielle de la Guinée. S'appuyant sur des bases de données internationales, des statistiques locales et une enquête, le diagnostic, produit de façon participative et inclusive au deuxième semestre 2021, a permis de fournir des informations générales sur la performance de l'industrie et des sous-secteurs industriels en Guinée. Il a aussi permis d'identifier les défis et les opportunités pour le développement industriel.

2. Le renforcement des capacités des analystes, cadres et décideurs. En mai 2022, 40 analystes et cadres venus de divers départements ministériels et des représentants du secteur privé ont été formés sur les processus et la formulation de politique industrielle, incluant l'exploitation des données et statistiques de clés.

3. Un atelier de haut niveau d'orientation et de réflexion sur la politique industrielle en formulation. Organisé le 29 juin 2022 sous la présidence du Ministre du Commerce, de l'Industrie et des PME, il a réuni dans un panel de haut niveau les Ministres de l'Urbanisme, de l'Habitat et de l'Aménagement du Territoire et, de l'Economie, des Finances et du Plan. L'atelier a aussi rassemblé plusieurs autres participants dont des cadres de départements ministériels sectoriels et des acteurs du secteur privé.

Durant la réunion, des panels d'échanges et groupes de réflexion, animés par des experts nationaux et internationaux de l'ONUDI, ont permis de recueillir les avis des participants sur le processus d'écriture de la politique industrielle pour la Guinée.

4. Un atelier de formulation de la politique industrielle. En fin juin 2022, à la suite de l'atelier de renforcement des capacités de formulation des cadres et analystes, 20 cadres sélectionnés ont travaillé activement avec des experts internationaux et nationaux de l'ONUDI dans un atelier d'écriture de la politique. Cet exercice a permis de sortir un premier draft basé sur le diagnostic industriel, les orientations politiques et stratégiques, ainsi que les conclusions de plus d'un mois de réflexions actives des 40 analystes autour des grandes thématiques, de la vision et des objectifs de la politique.

LE PNUD APPORTE SON APPUI AU RENFORCEMENT DE LA DIPLOMATIE ECONOMIQUE, A L'INTELLIGENCE STRATEGIQUE ET A LA COOPERATION INTERNATIONALE DE LA GUINEE

Le Programme cadre d'appui à la Diplomatie économique, à l'intelligence stratégique et à la Coopération internationale pour la période 2022-2025 a été officiellement lancé le Mercredi 23 Juin 2022 à l'Hôtel Kaloum en présence de plusieurs membres du Gouvernement, mobilisés autour du Ministre des Affaires étrangères, de la Coopération internationale, de l'intégration africaine et des Guinéens de l'Etranger, Dr Morissanda Kouyate ainsi que des ambassadeurs et représentants d'institutions internationales tels que le Représentant résident du PNUD en Guinée, M. Luc Joël Grégoire et le Représentant de la BAD, M. Leandre Bassolé.

Premier du genre et fruit du partenariat stratégique entre le Ministère des Affaires étrangères et le PNUD, ce Programme cadre vise à mobiliser l'ensemble des secteurs de la vie économique du Pays y compris ceux de la diaspora, afin de renforcer la place économique, financière et commerciale de la Guinée sur la scène internationale à travers une diversification de la coopération internationale et une diplomatie économique de référence adossée à une politique avant-gardiste d'intelligence stratégique et économique.

C'est le Ministre des Affaires étrangères et le Représentant résident du PNUD qui ont signé ce document stratégique qui répond à la fois à l'exigence de refondation de l'Etat engagée par la transition en cours et à la nécessité de poser les bases de la transformation structurelle de la diplomatie guinéenne.

Dans son intervention, le Représentant résident du

PNUD, M. Luc Joël Grégoire déclare que *le lancement de ce Programme cadre est l'aboutissement d'un long processus qui a permis à la Guinée de mesurer l'ampleur des défis à relever pour moderniser son outil diplomatique et revivifier sa coopération internationale et Sud-Sud. C'est pourquoi, le PNUD s'est résolument engagé à apporter son concours pour renforcer les outils de la coopération internationale et de l'intégration africaine, de la mobilisation de la diaspora et de son capital humain, sans oublier la modernisation des méthodes de travail et le renforcement des capacités humaines et institutionnelles de votre ministère. Permettez-moi alors, de saisir l'opportunité du lancement de ce programme Cadre, pour féliciter le Gouvernement et saluer le leadership et l'engagement personnel du Ministre des Affaires Etrangères, de la Coopération Internationale, de l'Intégration Africaine et des Guinéens de l'Etranger qui ont permis l'aboutissement et la mise en route de ce programme ambitieux qui*





**NATIONS UNIES
GUINÉE**



vise la valorisation de la diplomatie économique et de l'intelligence stratégique et la consolidation des acquis l'action diplomatique guinéenne.

Pour le Ministre des Affaires Etrangères : *Ce programme vise à renforcer les capacités du Pays, en dotant l'appareil diplomatique des outils et moyens qui lui permettront de relever les défis de développement de sa diplomatie économique, de son positionnement stratégique à l'échelle*

internationale, de mobilisation de sa diaspora et de contribuer de manière significative aux impératifs de refondation engagés par le Gouvernement de transition. J'adresse ainsi ma reconnaissance et mes remerciements aux partenaires techniques et financiers en Guinée, au Système des Nations Unies et particulièrement au PNUD pour son engagement et la contribution de qualité de son institution qui ont permis l'élaboration de ce programme cadre.

Ce Programme cadre va tourner autour de 5 piliers essentiels

1. La Valorisation de la diplomatie économique ;
2. Le Renforcement de l'intelligence économique et stratégique ;
3. La Mobilisation de la diaspora pour améliorer sa contribution au développement économique de notre pays ;
4. Le Renforcement des capacités humaines et institutionnelles du département ;
5. Le Renforcement de la coopération internationale et de l'intégration africaine.

INAUGURATION DES LOCAUX DU PROJET GESTION INTEGREE DES RESSOURCES NATURELLES DANS LE PAYSAGE BAFING FALEME A LABE

La cérémonie d'Inauguration des locaux du Projet Gestion intégrée des Ressources naturelles dans le Paysage Bafing Falémé s'est déroulée à Labé.

Elle a été présidée Mercredi 8 juin 2022 par la Ministre de l'Environnement développement durable, Mme Louopou Lama, accompagnée de son homologue des infrastructures et transports, M. Yaya Sow et en présence du Représentant résident du PNUD, M. Luc Joël Grégoire et du Chargé de programme Environnement et développement durable Mamadou Ciré Camara et du Coordonnateur du Projet Bafing Faleme, M. Thierno Ibrahima Diallo et toute l'Equipe du projet. Les autorités administratives et religieuses de Labé notamment le Grand Imam de la Mosquée de Labé, El Hadj Badrou Bah ont également participé à la cérémonie de remise des équipements.

Ces équipements sont composés de 3 bâtiments et une salle de réunion avec une climatisation hybride (solaire et électricité), d'une paillote, un forage de 18 mètres cube et du matériel à mettre à la disposition des services de l'Office Guinéen des Parcs Nationaux et Réserves de Faune (OGPRF). Il s'agit de 15 motos, 18 ordinateurs portables, des kits, d'équipements de protection individuels pour la surveillance dans les aires protégées du Paysage Bafing-Falémé et de 02 drones qui permettront de compléter la surveillance continue des écosystèmes forestiers des Aires Protégées du Paysage Bafing Falémé. Il est à préciser que l'ensemble des équipements choisis s'inscrit dans le cadre de la transition verte à travers l'utilisation de nouvelles technologies respectueuses de l'environnement, notamment l'utilisation de l'énergie solaire pour la climatisation et autres usages.



REPUBLIQUE DE GUINEE : VERS LA MISE EN PLACE ET L'OPERATIONNALISATION DE L'ARCHITECTURE NATIONALE DE LA PAIX (ANP)

En décembre 2021 à Nzérékoré, les principaux acteurs des différentes régions du pays, les institutions publiques et les partenaires au développement intervenant dans le domaine de la prévention et la résolution pacifique des conflits, ont organisé un atelier régional de réflexion visant à concevoir l'Architecture Nationale de la Paix en Guinée, qui sera mise en place courant cette année 2022. Durant deux jours, une cinquantaine de participants a proposé un cahier de charges, un organigramme et un budget prévisionnel pour la mise en place et l'opérationnalisation de l'ANP au niveau national. Cette activité réalisée dans le cadre de la mise en œuvre du projet d'appui à la prévention des conflits et à la pérennisation des Synergies locales des acteurs pour la paix en Guinée Forestière, financé par le Fonds des Nations Unies pour la Consolidation de la Paix, va permettre de doter la Guinée, d'une synergie qui puisse indexer les différentes causes de conflits dans le pays et pouvoir alimenter un système d'alerte précoce, au niveau national.



« Nous nous réjouissons d'avoir autant d'intelligences réunies pour discuter des questions de prévention de conflits, de violences et de consolidation de la paix sur le territoire national...Je dois donc dire, que tous ceux, ici présents, sont des pionniers de cet outil que la Guinée devrait connaître...Je remercie chacun de vous pour la contribution à cette réflexion stratégique et vous invite à vous constituer en messagers de la nation en faveur de la paix, auprès de vos différentes communautés», a déclaré, à l'entame des travaux, Ibrahima Barry, Coordonnateur du portefeuille du Fonds des Nations Unies pour la Consolidation de la Paix en Guinée.

En effet, cette rencontre qui a réuni les cadres de plusieurs départements ministériels impliqués dans la mise en œuvre du projet, ainsi que la société civile et les partenaires techniques et financiers, a permis de définir de manière participative un cadre conceptuel pouvant aboutir à la mise en place de l'ANP, conformément aux orientations du Gouvernement définies dans la Stratégie Nationale de Prévention des Conflits et Renforcement de la

Citoyenneté (SNPC-RC). Ce cadre opérationnel de l'ANP à fait l'objet, en mars 2022, d'amendement, de validation par l'ensemble les acteurs des différentes régions. Le document est transmis au ministre de la Justice, qui, à son tour, procédera à sa présentation au conseil des ministres pour son adoption et ensuite ledit document sera transmis au CNT pour son adoption comme une loi organique, afin de rendre sa mise en place effective dans les prochains mois en Guinée.

L'Architecture Nationale de la Paix sera établie à Conakry pour assurer la coordination des infrastructures sociales de paix en Guinée, en commençant par la région forestière, principale zone de mise en œuvre du projet d'appui à la prévention des conflits et à la pérennisation des Synergies locales des acteurs pour la paix. L'ANP sera représentée dans les régions par les synergies régionales des acteurs de paix (SYRAP) déjà existantes, elles-mêmes soutenues par les synergies préfectorales des acteurs de paix (SYPAP) et les synergies communales des acteurs de paix (SYCAP).

GUINÉE FORESTIÈRE : LA FAO ET DEUX AUTRES AGENCES ŒUVRENT POUR LE RENFORCEMENT DE LA COHESION SOCIALE ENTRE COMMUNAUTÉS ET LA CONSOLIDATION DE LA PAIX

Le Projet sur la « Prévention des conflits intercommunautaires en Guinée Forestière par une économie mutualisée et l'amélioration de la gouvernance foncière », est en cours de mise en œuvre par trois agences du SNU : FAO, PAM et HCDH.



Dans ce projet conjoint, la FAO s'occupe d'apporter l'expertise technique dans la gestion des conflits liés aux questions foncières en se basant sur ses acquis au niveau national et international. Fournir les intrants et outillages agricoles aux 12 organisations paysannes productrices du riz représentant 600 membres dont environ 330 femmes et 270 hommes et 9 organisations d'agriculteurs maraîchers représentant 450 membres dont environ 338 femmes et 112 hommes.

Ces intrants vont servir au développement des champs écoles producteurs (CEP), installés et suivis par l'ANPROCA (Agence Nationale de la Promotion Rurale et du Conseil Agricole) désormais appelé SERPROCA (Service de Promotion Rurale et du Conseil agricole) dans les 12 communes rurales identifiées comme zones d'intervention du projet dans les préfectures de Nzérékoré, Yomou, Lola et Beyla.

Des bénéficiaires heureux

Comme prévu, le projet est mis en œuvre dans quatre préfectures de la Guinée Forestière sur 12 sites différents. Par exemple, à Gouéké au compte de la commune urbaine de Nzérékoré, le groupement « solutions » composé de 83 membres dont 52 femmes a mis en valeur quatre hectares également, regroupe en son sein toutes les ethnies de la localité d'où le caractère inclusif. Grâce à cette inclusion, les relations interpersonnelles au sein des communautés sont renforcées.

A Womé (toujours au compte de la commune urbaine), dont l'image a été ternie par des événements douloureux pendant Ebola où plusieurs personnes avaient été froidement massacrées dont le sous-préfet veut tourner cette page sombre en capitalisant ce projet pour renforcer la cohésion sociale entre communautés d'une part et entre autorité et citoyens de la zone d'autre part.

A Kokota (Lola), le groupement « Oulouhalu » entendez (remède contre la faim), compte 83 membres dont 44 femmes et regroupe au moins cinq ethnies vivant dans la localité sont représentées au sein du groupement, ce qui favorise une cohabitation apaisée entre les communautés et le renforcement des relations interpersonnelles.

Grace aux techniques enseignées par la FAO, les producteurs ont pu doubler leur rendement. Concrètement, les rendements moyens obtenus dans l'ensemble des 12 champs écoles paysannes est de 1,29 kg par placette (mètre carré) et pour les parcelles paysannes 0,85 kg. Les deux valeurs obtenues tant au niveau du champ école paysan qu'au niveau de parcelles paysannes évaluées sur les 2 500 m² chacune a donné respectivement 883,5 kg pour le champs école paysans et 533,85 kg pour la parcelle paysanne.

L'extrapolation des rendements à l'hectare a donné respectivement 3,25 tonnes pour les champs écoles paysans et 2,13 T pour la parcelle paysanne, soit une différence évaluée à 1,03 tonne. Avec un taux d'accroissement de 55,52 %.

Le projet a touché un total de 1 050 personnes directement dont 668 femmes. Tous ont prévu de faire du maraichage sur les domaines aménagés après la récolte du riz, c'est la prochaine étape du projet.

L'OMS VULGARISE LE PAQUET INSPIRE : SEPT STRATEGIES POUR METTRE FIN A LA VIOLENCE A L'ENCONTRE DES ENFANTS

Conakry, 15 juin 2022 : Face aux violences et leurs conséquences dont sont victimes les enfants, l'OMS et les agences partenaires du Système des Nations Unies ont lancé en 2016, le paquet INSPIRE qui comporte en son sein, sept stratégies pour mettre fin à la violence à l'encontre des enfants



Ces stratégies visent à guider les États membres dans la prévention et la réponse à la violence contre les enfants et les adolescents. Elles donnent des orientations aussi à l'ensemble du gouvernement, les communautés, la société civile et le secteur privé afin qu'ils agissent contre le fléau de la violence dont sont victimes les enfants et qui affectent considérablement leur santé physique, psychique et mentale.

Subséquent, il a été demandé aux États membres de vulgariser cet outil et de veiller à sa mise en œuvre. Depuis lors, le Bureau pays de l'OMS apporte son appui à la Guinée pour le renforcement des capacités des acteurs nationaux sur le Paquet INSPIRE. C'est dans ce cadre que le Secrétaire général du Ministère de la Promotion Féminine, de l'Enfance et des personnes vulnérables a présidé l'atelier de vulgarisation des contenus du document de renforcement des capacités sur le paquet INSPIRE relatif aux violences faites aux enfants, en présence du Représentant par intérim de l'OMS en Guinée.

Cet atelier a pour but de sensibiliser à la prévention et à la réponse à la violence domestique et de donner un aperçu sur le paquet INSPIRE.

En Guinée, les statistiques appellent à l'action

En Guinée les enfants, particulièrement les filles sont de plus en plus victimes de différentes formes

de violences y compris des viols sur mineurs. Selon le Ministère de la Promotion Féminine, de l'Enfance et des personnes vulnérables, un enfant sur quatre est victime de violences physiques et près d'une fille sur cinq et d'un garçon sur 13 sont victimes d'abus sexuels. Par ailleurs, selon le rapport des trois derniers mois de 2022 de l'Office de Protection du Genre, de l'Enfance et des Mœurs (OPROGEM), 117 cas de viols, 42 cas de violences physiques et 36 cas d'injures publiques ont été enregistrés par ses services dans tout le pays.

Passer à l'action

Au cours de l'atelier, les participants ont reconnu que la Guinée dispose de tous les outils nécessaires pour lutter contre les violences faites aux enfants. Il est donc temps d'agir.

A cet effet, le Représentant par intérim de l'OMS en Guinée, Dr Casimir MANENGU, a lancé un appel pressant : « *Agir plus vite pour protéger les enfants, l'OMS et ses partenaires continueront à collaborer avec les pays pour mettre totalement en œuvre les stratégies INSPIRE en renforçant la coordination, en élaborant et en appliquant des plans d'action nationaux, en privilégiant la collecte de données et en renforçant les cadres législatifs...* »

Le Secrétaire général du Ministère de la Promotion Féminine, de l'Enfance et des personnes vulnérables, M. Yacine Roger TOLNO a souligné que « Notre pays (la Guinée), n'est pas resté en marge des défis liés aux violences faites aux enfants.

C'est dans ce registre que s'est inscrite, la révision du Code de l'Enfant en 2019 qui condamne les châtiments corporels dans certaines de ses dispositions. Dans le même registre, le Premier Ministre Chef du Gouvernement a réaffirmé « la volonté de nos autorités au plus haut niveau en faveur de ce combat, à travers la signature du document d'engagement sur les violences faites aux enfants ».

LES 07 (SEPT) STRATEGIES

i) la mise en œuvre et l'application des lois, ii) les normes et les valeurs, iii) la sûreté des environnements, iv) l'appui aux parents et aux personnes ayant la charge des enfants, v) les revenus et le renforcement économique, vi) les services de lutte et d'appui, vii) l'éducation et le savoir-faire pratique.

ROMPRE AVEC LE SILENCE ET L'INDIFFERENCE FACE AU VIOL EN GUINÉE

UNE CAMPAGNE DES NATIONS UNIES EN SOLIDARITE AVEC LES VICTIMES ET LEURS FAMILLES ET EN APPUI AUX EFFORTS DU GOUVERNEMENT

Les agences des Nations Unies en Guinée ont décidé d'amplifier leurs actions contre les violences basées sur le genre et en particulier le viol. Les violences basées sur le genre, en particulier le viol porte une atteinte grave aux droits fondamentaux des victimes et surtout des enfants, ses conséquences sont néfastes sur leur devenir sociale.



Guinée révèle un enracinement de cette pratique dans les relations sexistes et la faible application de la loi.

Au moins 82 cas de viol devant les tribunaux de la haute, moyenne et Guinée forestière

A ce jour, le recensement en cours des cas de viols pendants devant les juridictions, est assez éloquent. Juste au niveau des régions forestières (Nzérékoré, Beyla et Lola), de la Haute-Guinée (Kankan et Siguiri) et de la Moyenne-Guinée (Labé, Lélouma et Pita), 32 à Kankan, 4 à Lélouma, 5 à Labé et 41 à Pita soit un total de 82 cas sont pendants ou ont été jugés devant les tribunaux concernés, au cours

des trois derniers mois.

Les mécanismes des Nations unies sur les droits de l'Homme ont demandé à la Guinée de "poursuivre les efforts déployés pour lutter contre toutes les formes de violence à l'égard des femmes, et intensifier les campagnes de sensibilisation" et "veiller à ce que tous les cas de pratiques préjudiciables à l'égard des femmes fassent l'objet d'une enquête approfondie, à ce que les responsables soient poursuivis et, s'ils sont reconnus coupables, condamnés à des peines appropriées et à ce que les victimes obtiennent réparation".

En outre, il faut dire qu'en terme de protection juridique, le Code pénal guinéen incrimine le viol en son article 268 et suivants. En 2021, 331 cas de viols ont été recensés par Office de protection du genre et de l'enfance (OPROGEM) et la Brigade spécial de protection des Personnes Vulnérables (BSPPV). Mais ce chiffre est loin de refléter la réalité car beaucoup sont encore des victimes et parents de victimes qui se taisent sur ces sujets, surtout dans les contrées reculées où les services de l'Etat et la société civile sont absents, et où ces cas sont "gérés à l'amiable" par les communautés. A cet égard, une analyse axée sur les droits de l'Homme de la situation de viol en

C'est pourquoi et sous le leadership de ONU Droits de l'Homme, l'OMS, l'UNFPA et l'UNICEF ont initié durant les mois d'avril, mai et juin, une campagne en Guinée forestière, en Haute et en Moyenne Guinée en soutien aux efforts du Gouvernement de la République de Guinée à travers le ministère de la justice et des droits de l'homme et celui de la promotion féminine, de l'enfance et des personnes vulnérables pour assurer la redevabilité des auteurs de viol et promouvoir la protection des groupes vulnérables contre les violences basées sur le genre.

Une campagne de 3 mois en 3 axes d'intervention

- Répression des auteurs : contribuer à mettre fin à l'impunité d'une centaine d'auteurs de crimes de viol sur les femmes et les enfants dans les zones de mise en œuvre de cette activité, notamment Nzérékoré, Kankan et Conakry ;
- Soutien aux victimes : assurer que les victimes sont rétablies dans leur droit et leur offrir les appuis requis aussi bien dans le domaine légal que médical, psychosocial, etc.



• Prévention et éducation au niveau communautaire : la symbolique autour des procès est de montrer l'exemple et contribuer à la dissuasion de ce genre de délit. En outre pendant que le spotlight est sur les procès, une campagne de sensibilisation est conduite dans les mêmes localités en vue de fournir les informations pertinentes aux femmes, aux enfants et aux communautés.

Principaux résultats atteints en 3 mois de lutte contre le viol à Beyla, Kankan, Labé, Lélouma, Lola, Nzérékoré, Pita, Siguiri et Yomou



1. ONU Droits de l'Homme a renforcé les capacités et soutenu les juges et les avocats dans la tenue de 60 procès pour juger des cas de viol enrôlés par les tribunaux concernés ; contribuant ainsi à mettre fin à l'impunité.
2. ONU Droits de l'Homme a accompagné 60 victimes et survivantes de viol lors des procès ;
3. UNICEF a contribué à la documentation des cas de viol sur mineur
4. L'OMS a fait une évaluation des services de prise en charge des victimes pour identifier les besoins de renforcement des capacités
5. L'OMS a organisé un atelier de vulgarisation du Paquet INSPIRE : Sept stratégies pour mettre fin aux violences faites à l'encontre des enfants regroupant toutes les parties prenantes.
6. L'OMS a soutenu l'organisation du Premier Congrès de Médecine Légale et de Santé au Travail de Guinée portant sur le thème : les violences sexuelles et la prévention des risques professionnels
7. UNFPA a outillé les hôpitaux régionaux et centres médicaux pour une prise en charge rapide des victimes de viol
8. ONU Droits de l'homme a accompagné 32 auteurs présumés des cas de viol en instance de jugement pour la garantie des droits de la défense et le soutien aux enfants en conflits avec la loi, le cas échéant ;
9. ONU Droits de l'homme a mené une campagne d'Information-Education-Communication parallèlement avec les Procès et cela a favorisé la vulgari-

sation des textes réprimant le viol et facilité l'accès pour 2500 femmes aux informations et outils sur la prévention et la protection en cas de viol .

La campagne contre le silence et l'indifférence face au viol doit s'intensifier

Ces résultats sont un pas décisif vers la tolérance zéro pour les viols et les autres formes de violences basées sur le genre. Ils marquent une rupture de la culture du silence de la société et de manque de réaction adéquate de l'Etat qui jusqu'ici ont été les principaux accélérateurs de ces pires formes de violation des droits de l'Homme.

- La campagne d'information, d'éducation et de communication doit se poursuivre partout en Guinée;
- Les audiences foraines pour les procès des cas de viol ont une vertu éducative au sein des communautés où elles se tiennent et dissuadent les éventuels auteurs;
- Nous devons continuer à conjuguer nos efforts et à mobiliser plus de ressources contre le viol et les violences basées sur le genre;
- Aucune contribution n'est assez petite, cependant le silence et l'indifférence ne sont plus acceptables.

RETOUR EN IMAGES SUR QUELQUES ACTIVITES PHARES DU COORDONNATEUR RESIDENT DES NATIONS UNIES

Durant le premier semestre de l'année 2022, le Coordonnateur Résident des Nations Unies en République de Guinée a eu de nombreuses rencontres avec les partenaires et a pris part à diverses activités, dans le cadre des interventions du Système des Nations Unies en Guinée. Nous vous partageons en images, quelques moments forts.

Réunion trimestrielle avec le Ministère de l'Economie des Finances et du Plan

Plusieurs rencontres ont eu lieu pour baliser les pistes d'interventions conjointes des Nations Unies en vue de soutenir la réforme de l'administration, le cadrage macroéconomique, l'harmonisation des comptes nationaux & la planification du développement.



Mission conjointe des Nations Unies, conduite par le Coordonnateur Résident, sur l'axe Mamou, Dalaba, Pita et Labé du 01 au 08 février 2022 (quelques illustrations en image)



Inclusion des filles vivant avec handicap



Visite de terrain avec l'équipe UN de Mamou



Projet Pisciculture sur le bafing



Appui à l'entrepreneuriat des jeunes



Centre d'autonomisation des femmes



Projet de gestion des déchets par une PME



Accueil des autorités locales à Mamou



Entretien avec le personnel local du SNU à Labé



Consolidation de la paix et rôle des jeunes



18/02/2022: Lancement du projet transfrontalier «Guinée / Sierra Léone » et gestion des frontières- financé par le PBF



20 février 2022: Participation à la retraite des cadres du Ministère de la Santé à Maferenyah, sur invitation du Ministre. Dr Vincent MARTIN réaffirme le soutien du SNU pour un système de santé performant qui repose sur la qualité du management et le leadership.



Audience avec la plateforme « La Guinéenne en Politique»



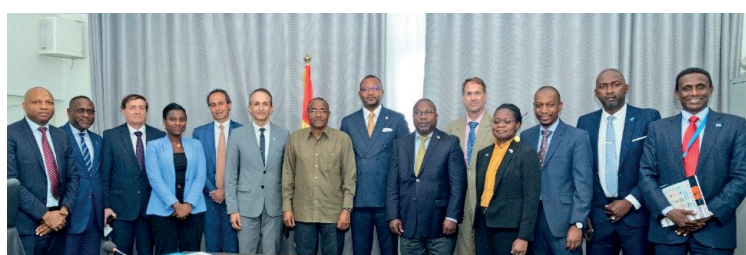
Innovation: Atelier innovant sur la prospective pour reprendre aux priorités de la transition



Vibrant hommage aux femmes et filles guinéennes à l'occasion du 08 mars



Mars 2022 à Dakar - UNOWAS et les RC, ensemble pour la paix la sécurité et le développement



Le Comité Exécutif «COMEX» des PTFs présente ses priorités au Premier Ministre, en mars 2022



Rencontre avec le G5, à l'occasion de la visite de M. Fatau, DPPA



Signature du Plan de Travail Annuel des Nations Unies



Célébration de la Journée Mondiale de l'Environnement



Atelier Préparatoire Stockholm + 50



Participation aux 72 H du livre



Célébration de la Journée sur la liberté de la Presse



NATIONS UNIES
GUINÉE



CONTACT

M. Thierno Souleymane BAH, Development Coordination Officer,
Programme Communications and Advocacy – souleymane.bah@un.org
Bureau du Coordonnateur Résident des Nations Unies



[@OnuGuinee](https://www.facebook.com/OnuGuinee)



[@GuineeOneUN](https://twitter.com/GuineeOneUN)



guinee.un.org